



Brussels
11/02/2026
HR.B.1.003

VACANCY NOTICE FOR A POST OF SECONDED NATIONAL EXPERT ⁽¹⁾

DG – Directorate – Unit DG - Direction – Unité GD - Direktion - Referat	ENV.C.1
Post Number in Sysper Numéro de poste dans Sysper Stellennummer in Sysper	383534
Provisional Starting Date Date d'entrée en fonction prévisionnelle Gewünschter Dienstantritt Initial Duration (months) Durée initiale (mois) Dauer (Monate) Place of Secondment Lieu de détachement Abordnungsort	Q2 2026 24 Brussels Bruxelles Brüssel
Type of Secondment Type de détachement Art der Entsendung	Cost-free Sans frais Unentgeltlich abgeordnet
This Vacancy Notice is open to Cet avis de vacance est ouvert aux Die Stelle ist offen für	Member States États membres Mitgliedstaaten
Deadline for Applications Date limite de candidature Bewerbungsschluss	27/04/2026
Eligibility Criteria Critères d'éligibilité Zulassungsbedingungen	English Version , Version Française , Deutsche Version

⁽¹⁾ To ensure accessibility and inclusivity, this notice is provided in the three official languages of the European Union: English, French, and German. For the job descriptions please refer to your preferred language version.



Brussels
11/02/2026
HR.B.1.003

Entity presentation:

The Directorate-General for Environment leads the development and delivery of the European Commission's environment policy, protecting, preserving and improving the environment for present and future generations, and promoting sustainable development. Our key mission is to design and implement transformative initiatives that help create a fair, green transition that enables EU citizens to live well, within the planet's ecological limits, in an innovative and circular economy, where biodiversity and ecosystems are protected and restored, and where pollution and environment-related health risks are reduced to the minimum.

Within DG ENV, Directorate C's policies and activities aim to safeguard EU citizens from harmful environmental and health impacts originating from pressures on air, freshwaters and seas, as well as from industrial contamination of soils, thus contributing to protect and improve the sustainable use of the EU's natural resources, in line with the European Green Deal objectives and the Zero Pollution Action Plan.

Unit C1- Sustainable Freshwater Management works on protecting European freshwaters as a key part of our Natural Capital. We contribute to the implementation and development of EU water legislation and policy and to the implementation of the Water Resilience Strategy, we aim to achieve clean water and healthy aquatic ecosystems, ensuring also a much more efficient use of water and reducing the effects of droughts and floods.

Job presentation:

An attractive position of Policy Officer for EU water legislation and policy, with a focus on the water-agriculture nexus to join our friendly team of around 20 people.

The jobholder will provide technical advice and contribute to the development of EU water policy, contributing to the implementation of an EU Water Resilience Strategy and its further development, as well as to the achievement of the Zero Pollution, Circular Economy and Biodiversity objectives. He/she contribute to managing the implementation, monitoring and enforcement of the Water Framework Directive, the Environmental Quality Standards Directive, the Groundwater Directive, especially aspects related to the water-agriculture nexus. The jobholder will also contribute to participation to any future policy or legislative developments, as well as development of secondary and implementing legislation. He/she will participate in the work of the Common Implementation Strategy, in particular as regards the Working Group on Ecological Status and Water Scarcity and Droughts. The postholder will also contribute to the implementation of relevant actions under the Water Resilience Strategy related to the water-agriculture nexus, particularly the water use and efficiency in agriculture, as well as the setting of a nutrients toolbox. She/he will follow and contribute to the coordination of relevant activities of the Commission, European Environment Agency, and the Joint Research Centre of the European Commission. Finally, he/she will be responsible to serve as country desk for 1-3 EU Member States in terms of support for water acquis implementation (written questions, briefings, Cohesion policy, infringements).



The job requires the ability to manage a number of issues simultaneously and to produce high quality output often within short deadlines.

Jobholder profile:

We are looking for a highly motivated, curious, resourceful and well-organised colleague who enjoys working both independently and as part of a team and has the capacity to deal with complex scientific and technical issues related to water-pollution.

S/he should have:

- An educational/academic background in agricultural sciences, environmental sciences, water resources/hydrology; or other relevant domain.
- Previous experience particularly in EU water legislation and policies is a clear advantage.
- Demonstrated experience in the implementation of the Water Framework Directive or the Common Agricultural Policy at European, national or regional level.
- Strong analytical capacities, excellent drafting skills, very good communication, negotiation and networking capacities
- A high sense of initiative and a good sense of judgement.
- A very good command of English is necessary; command of French or German would be an asset.



Brussels
11/02/2026
HR.B.1.003

Présentation de l'entité:

La direction générale de l'environnement (DG ENV) a pour mission de permettre aux citoyens européens de bien vivre, dans les limites écologiques de la planète, sur la base d'une économie circulaire et innovante, dans laquelle la biodiversité et les écosystèmes sont protégés et restaurés, les risques sanitaires liés à l'environnement sont réduits au minimum de manière à renforcer la résilience de notre société, et la croissance a été dissociée de l'utilisation des ressources. La DG agit en tant que principal moteur politique dans le cadre du pacte vert pour l'Europe.

Au sein de la DG ENV, les politiques et activités de la direction C visent à protéger les citoyens européens contre les incidences néfastes sur l'environnement et la santé résultant des pressions exercées sur l'air, sur les eaux douces et sur les mers, ainsi que contre la contamination industrielle des sols, et par conséquent à contribuer à protéger et à améliorer l'utilisation durable des ressources naturelles de l'UE, conformément aux objectifs du pacte vert pour l'Europe et au plan d'action «zéro pollution».

L'unité C1 - Gestion durable des eaux douces s'emploie à protéger les eaux douces européennes en tant que composante essentielle de notre capital naturel. Nous contribuons à la mise en œuvre et à l'élaboration de la législation et de la politique de l'UE sur l'eau et visons à garantir une eau potable et des écosystèmes aquatiques sains, ainsi qu'à faire en sorte que l'eau soit utilisée de manière plus efficace et à réduire les effets des sécheresses et des inondations.

Présentation du poste:

Nous recherchons un(e) chargé(e) de mission spécialisé(e) dans la législation et la politique de l'eau de l'UE, avec une expertise particulière sur le lien eau-agriculture, pour se joindre à notre équipe dynamique d'une vingtaine de personnes.

Le/la titulaire du poste fournira des conseils techniques et contribuera à l'élaboration de la politique de l'eau de l'UE, notamment à la mise en œuvre et au développement de la stratégie européenne pour la résilience dans le domaine de l'eau, ainsi qu'à la réalisation des objectifs « zéro pollution », d'économie circulaire et de biodiversité. Il/elle contribuera à la gestion de la mise en œuvre, du suivi et de l'application de la directive-cadre sur l'eau, de la directive relative aux normes de qualité environnementale et de la directive sur les eaux souterraines, en particulier pour les aspects liés au lien eau-agriculture. Il/elle participera également à l'élaboration des politiques et des textes législatifs futurs, ainsi qu'à celle de la législation secondaire et d'implémentation. Il/elle contribuera aux travaux de la stratégie commune de mise en œuvre de la directive cadre sur l'eau, notamment au sein du groupe de travail sur l'état écologique, et de celui sur les pénuries d'eau et les sécheresses. Enfin, il/elle contribuera à la mise en œuvre des actions de la stratégie pour la résilience dans le domaine de l'eau relatives au lien eau-agriculture, en particulier celles en lien avec l'utilisation rationnelle de l'eau en agriculture, ainsi qu'à la mise en place d'une boîte à outils d'aide à l'intention des États membres afin de



soutenir les actions visant à réduire la pollution par les nutriments. La personne retenue assurera le suivi et contribuera à la coordination des activités associées de la Commission, de l'Agence européenne pour l'environnement et du Centre commun de recherche de la Commission européenne. Elle sera également chargée d'assurer le rôle de référent pour 1 à 3 États Membres de l'UE en matière de soutien à la mise en œuvre de la législation communautaire sur l'eau (questions écrites, notes d'information, politique de cohésion, infractions).

Ce poste exige la capacité de gérer plusieurs dossiers simultanément et de produire un travail de grande qualité, souvent dans des délais très courts.

Profil du titulaire du poste:

Nous recherchons un(e) collègue faisant preuve d'une grande motivation, de curiosité, d'ingéniosité et d'une bonne organisation, travaillant à la fois de manière indépendante et en équipe, et ayant la capacité de traiter des questions scientifiques et techniques complexes.

Les éléments suivants sont requis:

- Formation universitaire en sciences agricoles, sciences de l'environnement, ressources en eau/hydrologie ou tout autre domaine pertinent.
- Une expérience préalable, notamment en matière de législation et de politiques de l'eau de l'UE, constitue un atout majeur.
- Expérience avérée de la mise en œuvre de la directive-cadre sur l'eau ou de la politique agricole commune aux niveaux européen, national ou régional.
- Solides compétences analytiques, excellentes compétences rédactionnelles, très bonnes aptitudes à la communication, à la négociation et au réseautage.
- Esprit d'initiative et bon jugement.
- Maîtrise de l'anglais indispensable ; la maîtrise du français ou de l'allemand serait un plus.



Brussels
11/02/2026
HR.B.1.003

Entitätsvorstellung:

Der Auftrag der Generaldirektion Umwelt besteht darin, den EU-Bürgerinnen und Bürgern ein angenehmes Leben innerhalb der ökologischen Belastbarkeitsgrenzen unseres Planeten zu ermöglichen, und zwar auf der Grundlage einer innovativen Kreislaufwirtschaft, in der die biologische Vielfalt und Ökosysteme geschützt und wiederhergestellt werden, in der umweltbedingte Gesundheitsrisiken so minimiert werden, dass sich die Widerstandsfähigkeit unserer Gesellschaft verbessert, und das Wachstum von der Ressourcennutzung abgekoppelt ist. Die GD ist der wichtigste Motor zur Umsetzung des europäischen Grünen Deals

Innerhalb der GD ENV sind die Politik und die Tätigkeiten der Direktion C darauf ausgerichtet, die Bürgerinnen und Bürger der EU vor schädlichen Auswirkungen auf Umwelt und Gesundheit zu schützen, die von den Bedrohungen für die Luftqualität, das Süßwasser und die Meere ebenso ausgehen wie von der Kontaminierung der Böden durch die Industrie. Die Direktion C leistet somit einen Beitrag zum Schutz und zur Verbesserung der nachhaltigen Nutzung der natürlichen Ressourcen der EU im Einklang mit den Zielen des europäischen Grünen Deals und des Null-Schadstoff-Aktionsplans.

Das Referat C.1 – Nachhaltige Süßwasserwirtschaft arbeitet am Schutz des europäischen Süßwassers, eines wichtigen Teils unseres Naturkapitals. Wir tragen dazu bei, die EU-Wasserschutzvorschriften und politik umzusetzen und weiterzuentwickeln. Unser Ziel sind saubere Gewässer und gesunde aquatische Ökosysteme, ein deutlich effizienterer Umgang mit Wasser und die Reduzierung der Auswirkungen von Dürren und Hochwasser.

Stellenbeschreibung:

Wir suchen eine/n Referent/in für EU-Wasserpolitik mit Schwerpunkt auf der Schnittstelle von Wasserwirtschaft und Landwirtschaft. Sie verstärken unser freundliches Team von rund 20 Mitarbeitenden. Ihre Aufgaben umfassen die fachliche Beratung und Mitwirkung an der Entwicklung der EU-Wasserpolitik, insbesondere an der Umsetzung und Weiterentwicklung der EU-Strategie für Wasserresilienz sowie an der Erreichung der EU Aktionspläne „Schadstofffreiheit von Luft, Wasser und Boden“, „Kreislaufwirtschaft“ und „Biodiversität“. Sie wirken an der Umsetzung, Überwachung und Durchsetzung der Wasserrahmenrichtlinie mit, an der Richtlinie über Umweltqualitätsnormen und der Grundwasserrichtlinie, jeweils insbesondere in Bezug auf die Schnittstellen der Wasserwirtschaft und der Landwirtschaft. Darüber hinaus wirken Sie an zukünftigen politischen und legislativen Entwicklungen sowie an der Erstellung von Durchführungs- und Umsetzungsrechtsvorschriften mit. Sie unterstützen die Arbeit der Gemeinsamen Umsetzungsstrategie, insbesondere in der Arbeitsgruppe „Ökologischer Zustand und Wasserknappheit und Dürre“. Der/die Referent/in trägt zur Umsetzung relevanter Maßnahmen im Rahmen der Strategie zur Stärkung der Wasserresilienz im Zusammenhang mit dem Wasser-Landwirtschafts-Nexus bei, insbesondere zur Wassernutzung und -effizienz in der Landwirtschaft sowie zur Erstellung eines Nährstoff-



Instrumentariums. Er/sie begleitet und koordiniert die entsprechenden Aktivitäten der Kommission, der Europäischen Umweltagentur und der Gemeinsamen Forschungsstelle der Europäischen Kommission. Darüber hinaus ist er/sie Länderreferent/Länderreferentin für ein bis drei EU-Mitgliedstaaten und unterstützt diese bei der Umsetzung des Wasserrechts (schriftliche Anfragen, Briefings, Kohäsionspolitik, Vertragsverletzungen). Die Stelle erfordert die Fähigkeit, mehrere Aufgaben gleichzeitig zu bearbeiten und auch unter Zeitdruck qualitativ hochwertige Ergebnisse zu liefern.

Anforderungsprofil:

Wir suchen eine/n hochmotivierte/n, wissbegierige/n, findige/n und gut organisierte/n Kolleg/in, die/der gerne sowohl selbstständig als auch im Team arbeitet und komplexe wissenschaftliche und technische Fragestellungen im Bereich der Wasserverschmutzung bewältigen kann.

Sie/Er sollte Folgendes mitbringen:

- Ein abgeschlossenes Studium/eine abgeschlossene Ausbildung in Agrarwissenschaften, Umweltwissenschaften, Wasserwirtschaft/Hydrologie oder einem verwandten Fachgebiet.
- Erfahrung mit EU-Wassergesetzen und -richtlinien ist von Vorteil.
- Nachweisliche Erfahrung in der Umsetzung der Wasserrahmenrichtlinie oder der Gemeinsamen Agrarpolitik auf europäischer, nationaler oder regionaler Ebene.
- Ausgeprägte analytische Fähigkeiten, exzellente Formulierungskompetenz, sehr gute Kommunikations-, Verhandlungs- und Netzwerkfähigkeiten.
- Hohe Eigeninitiative und gutes Urteilsvermögen.
- Sehr gute Englischkenntnisse sind erforderlich; Französisch- oder Deutschkenntnisse sind wünschenswert.



Eligibility criteria

The secondment will be governed by the **Commission Decision C(2008) 6866** of 12/11/2008 laying down rules on the secondment to the Commission of national experts and national experts in professional training (SNE Decision).

Under the terms of the SNE Decision, you need to comply with the following eligibility criteria at **the starting date** of the secondment:

- Professional experience: at least three years of professional experience in administrative, legal, scientific, technical, advisory or supervisory functions which are equivalent to those of function group AD.
- Seniority: having worked for at least one full year (12 months) with your current employer on a permanent or contract basis.
- Employer: must be a national, regional or local administration or an intergovernmental public organisation (IGO); exceptionally and following a specific derogation, the Commission may accept applications where your employer is a public sector body (e.g., an agency or regulatory institute), university or independent research institute.
- Linguistic skills: thorough knowledge of one of the EU languages and a satisfactory knowledge of another EU language to the extent necessary for the performance of the duties. If you come from a third country, you must produce evidence of a thorough knowledge of the EU language necessary for the performance of his duties.

Conditions of secondment

During the full duration of your secondment, you must remain employed and remunerated by your employer and covered by your (national) social security system.

You shall exercise your duties within the Commission under the conditions as set out by aforementioned SNE Decision and be subject to the rules on confidentiality, loyalty and absence of conflict of interest as defined therein.

In case the position is published with allowances, these can only be granted when you fulfil the conditions provided for in Article 17 of the SNE decision.

Staff posted in a European Union Delegation are required to have a security clearance (up to SECRET UE/EU SECRET level according to [Commission Decision \(EU, Euratom\) 2015/444 of 13 March 2015](#)). It is up to you to launch the vetting procedure before getting the secondment confirmation.



Submission of applications and selection procedure

If you are interested or have any questions, please follow the instructions and communication channels set up by your national administration.

The European Commission **only accepts applications which have been submitted through the Permanent Representation / Diplomatic Mission to the EU of your country, the EFTA Secretariat or through the channel(s) it has specifically agreed to.** Applications received directly from you or your employer will not be taken into consideration.

You should draft your CV in English, French or German using the **Europass CV format** ([Create your Europass CV | Europass](#)). It must mention your nationality.

Please do not add any other documents (such as copy of passport, copy of degrees or certificate of professional experience, etc.). If necessary, these will be requested at a later stage.

Processing of personal data

The Commission will ensure that candidates' personal data are processed as required by Regulation (EU) 2018/1725 of the European Parliament and of the Council ⁽²⁾. This applies in particular to the confidentiality and security of such data. Before applying, please read the attached privacy statement.

⁽²⁾ Regulation (EU) 2018/1725 of the European Parliament and of the Council of 23 October 2018 on the protection of natural persons with regard to the processing of personal data by the Union institutions, bodies, offices and agencies and on the free movement of such data, and repealing Regulation (EC) No 45/2001 and Decision No 1247/2002/EC (OJ L 295, 21.11.2018, p. 39)



Critères d'éligibilité

Le détachement sera régi par la **décision de la Commission C(2008) 6866** du 12/11/2008 relative au régime applicable aux experts nationaux détachés et aux experts nationaux en formation professionnelle auprès des services de la Commission (décision END).

Aux termes de la décision END, vous devrez obligatoirement remplir les critères d'éligibilité suivants **à la date de début du détachement** :

- Expérience professionnelle : posséder une expérience professionnelle d'au moins trois ans dans des fonctions administratives, judiciaires, scientifiques, techniques, de conseil ou de supervision, à un grade équivalant au groupe de fonctions administrateur AD;
- Ancienneté de service : avoir une ancienneté d'au moins un an (12 mois) auprès de votre employeur actuel, dans un cadre statutaire ou contractuel;
- Employeur : être employé par une administration publique nationale, régionale ou locale, ou par une organisation intergouvernementale (OIG); exceptionnellement et après dérogation, la Commission peut accepter des candidatures lorsque votre employeur est un organisme du secteur public (e.g. agence ou institut de régularisation), une université ou un organisme de recherche indépendant.
- Compétences linguistiques : avoir une connaissance approfondie d'une des langues de l'Union européenne et une connaissance satisfaisante d'une autre langue de l'Union européenne dans la mesure nécessaire aux fonctions qu'il est appelé à exercer. Si vous venez d'un pays tiers, vous devrez justifier posséder une connaissance approfondie de la langue de l'Union européenne nécessaire à l'accomplissement des tâches qui vous seront confiées.

Conditions du détachement

Durant toute la durée de votre détachement, vous devrez rester employé et rémunéré par votre employeur et devrez également rester couvert par votre sécurité sociale (nationale).

Vous exercerez vos fonctions au sein de la Commission dans les conditions fixées par la décision END précitée et serez soumis(e) aux règles de confidentialité, de loyauté et d'absence de conflit d'intérêts qui y sont définies.

Dans le cas où le poste est publié avec indemnités de séjour, celles-ci ne vous seront octroyées que si vous remplissez les conditions prévues à l'article 17 de la décision END.

Le personnel en poste dans une délégation de l'Union européenne doit obligatoirement disposer d'une habilitation de sécurité (jusqu'au niveau SECRET UE/EU SECRET conformément [à la décision de la Commission \(EU – Euratom\) 2015/444 du 13 mars 2015](#). Il vous appartient de lancer cette procédure d'habilitation de sécurité avant d'obtenir la confirmation de votre détachement.



Soumission des candidatures et procédure de sélection

Si vous êtes intéressé ou si vous avez des questions, veuillez suivre les instructions et les canaux de communication établis par votre administration nationale.

La Commission Européenne **acceptera seulement les candidatures qui auront été soumises par l'intermédiaire de la Représentation Permanente / Mission Diplomatique de votre pays auprès de UE, le secrétariat de l'AELE (EFTA) ou par le(s) canal (canaux) qui aura (auront) été spécifiquement convenu(s).** Les candidatures reçues directement de votre part ou de votre employeur ne seront pas prises en considération.

Vous devez envoyer votre candidature sous format **CV Europass** ([Créez votre CV Europass | Europass](#)) en français, anglais ou allemand. Votre CV doit obligatoirement mentionner votre nationalité.

Veuillez ne pas ajouter d'autres documents (tels que copie de carte d'identité, copie des diplômes ou attestation d'expérience professionnelle, etc.). Le cas échéant, ces documents vous seront demandés ultérieurement.

Traitement des données à caractère personnel

La Commission européenne veillera à ce que les données à caractère personnel des candidats soient traitées dans le plein respect du règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil ⁽³⁾. Ces dispositions s'appliquent en particulier à la confidentialité et à la sécurité de ces données. Avant de postuler, veuillez lire la déclaration de confidentialité.

⁽³⁾ Règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2018 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions, organes et organismes de l'Union et à la libre circulation de ces données, et abrogeant le règlement (CE) n° 45/2001 et la décision n° 1247/2002/CE (JO L 295 du 21.11.2018, p. 39).



Zulassungsbedingungen

Abordnungen fallen unter den **Beschluss C(2008) 6866 der Kommission vom 12.11.2008** über die Regelung für zur Kommission abgeordnete oder sich zu Zwecken der beruflichen Weiterbildung bei der Kommission aufhaltende nationale Sachverständige (ANS-Beschluss).

Gemäß dem ANS-Beschluss müssen Sie **zu Beginn der Abordnung** die folgenden Zulassungskriterien erfüllen:

- Berufserfahrung: eine mindestens dreijährige Berufserfahrung mit Aufgaben im administrativen, justiziellen, wissenschaftlichen oder technischen Bereich in beratender oder leitender Funktion, die mit den Tätigkeiten der Funktionsgruppe Administration (AD) vergleichbar ist.
- Dienstalter: ein Dienstalter von mindestens einem Jahr (12 Monate) bei Ihrem derzeitigen Arbeitgeber in einem dienst- oder vertragsrechtlichen Verhältnis.
- Arbeitgeber: es muss sich um eine nationale, regionale oder lokale Verwaltung oder eine zwischenstaatliche öffentliche Organisation handeln; ausnahmsweise kann die Kommission nach einer besonderen Ausnahmeregelung Anträge annehmen, wenn es sich bei Ihrem Arbeitgeber um eine öffentliche Stelle (z. B. eine Agentur oder ein Regulierungsinstitut), eine Universität oder ein unabhängiges Forschungsinstitut handelt.
- Sprachkenntnisse: gründliche Kenntnisse einer Sprache der Europäischen Union und ausreichende Kenntnisse einer weiteren Sprache der Europäischen Union in dem für die Wahrnehmung der Funktion erforderlichen Maße. Sollten Sie aus einem Drittland kommen, müssen Sie nachweisen, dass Sie über gründliche Kenntnisse in der zur Ausübung Ihrer Tätigkeit erforderlichen Sprache der Europäischen Union verfügen.

Bedingungen für die Abordnung nationaler Sachverständiger

Während der gesamten Dauer der Abordnung müssen Sie bei Ihrem Arbeitgeber angestellt bleiben, von diesem Ihre Bezüge erhalten und auch weiterhin Ihrem (nationalen) Sozialversicherungssystem angeschlossen bleiben.

Sie werden Ihre Aufgaben innerhalb der Kommission nach Maßgabe des genannten ANS-Beschlusses ausüben und den darin festgelegten Bestimmungen über Vertraulichkeit, Loyalität und Nichtvorliegen von Interessenkonflikten unterliegen.

Falls diese Stelle mit Vergütungen ausgeschrieben wird, können diese nur gewährt werden, wenn Sie die Bedingungen gemäß Artikel 17 des ANS-Beschlusses erfüllen.

Mitarbeiter/Mitarbeiterinnen, die in eine Delegation der Europäischen Union entsandt werden, benötigen eine Sicherheitsüberprüfung (nach SECRET UE/EU SECRET Niveau



gemäß der [Entscheidung der Kommission \(EU-Euratom\) 2015/444, O.J. L 72, 17.03.2015, p.53](#)). Es obliegt Ihnen, das Überprüfungsverfahren vor der Abordnung einzuleiten.

Bewerbung und Auswahlverfahren

Sollten Sie Interesse haben oder Fragen bestehen, folgen Sie bitte den von Ihrer nationalen Verwaltung eingerichteten Anweisungen und Kommunikationswegen.

Die Europäische Kommission akzeptiert nur Bewerbungen, die über die Ständige Vertretung/Diplomatische Vertretung bei der EU Ihres Landes, das EFTA-Sekretariat oder über die Kanäle, denen sie ausdrücklich zugestimmt hat, eingereicht wurden. Bewerbungen, die direkt von Ihnen oder Ihrem Arbeitgeber eingehen, werden nicht berücksichtigt.

Sie sollten Ihren Lebenslauf auf Englisch, Französisch oder Deutsch im Europass CV Format verfassen ([Erstellen Sie Ihren Europass-Lebenslauf | Europass](#)). Ihre Nationalität muss darin angegeben sein.

Bitte fügen Sie Ihrer Bewerbung keine anderen Dokumente (wie Kopien des Personalausweises, Kopien von Abschlusszeugnissen, Nachweise der Berufserfahrung usw.) bei. Diese Dokumente sind gegebenenfalls in einem späteren Stadium des Auswahlverfahrens vorzulegen.

Verarbeitung personenbezogener Daten

Die Kommission trägt dafür Sorge, dass die personenbezogenen Daten der Bewerber/innen gemäß den Anforderungen der Verordnung (EU) 2018/1725 des Europäischen Parlaments und des Rates verarbeitet werden ⁽⁴⁾. Dies gilt insbesondere für die Vertraulichkeit und Sicherheit dieser Daten. Bevor Sie sich bewerben, lesen Sie bitte die beigefügte Datenschutzerklärung.

⁽⁴⁾ Verordnung (EU) 2018/1725 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. Oktober 2018 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten durch die Organe, Einrichtungen und sonstigen Stellen der Union, zum freien Datenverkehr und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 45/2001 und des Beschlusses Nr. 1247/2002/EG (ABl. L 295 vom 21.11.2018, S. 39).“